Déclaration liminaire de la FSU CGT au CTSD du 2 mars 2021

Monsieur le Directeur Académique,

C'est dans un contexte sanitaire encore plus incertain que l'année dernière que cette carte scolaire va se tenir. Nous aurions pu espérer qu'en un an, le ministre Jean-Michel Blanquer aurait tiré les leçons de ses incompétences passées, mais au lieu de cela, il continue à mettre les enseignants en porte-à-faux face à l'opinion publique. Dernière en date, les tests salivaires dans les écoles. Nous apprenons encore une fois par les médias que le ministre attend des enseignants qu'ils organisent, voire fassent passer ces tests aux élèves, faisant encore une fois reposer sur les directeur·rices l'organisation de ces campagnes de dépistage. Manifestement, Jean-Michel Blanquer considère vraiment les enseignant·es du primaire comme des « bon·nes à tout faire » Enfin, ... à tout faire, presque, car en revanche il leur accorde peu de confiance en matière de pédagogie ! En attestent les évaluations nationales, la pédagogie par les résultats, les polémiques sur la lecture et les guides institutionnels, et depuis peu le souhait de primariser l'école maternelle.

Ce ministre ne nous épargne rien. Les conclusions du Grenelle de l'éducation sont une insulte au monde enseignant : rémunération au mérite et à la carte, contractualisation d'établissements autonomes, statut de directeur·es d'école... Jean-Michel Blanquer veut libéraliser et désorganiser l'Éducation Nationale et il met tout en œuvre pour y arriver.

Dans le même temps, l'école continue de fonctionner avec des moyens, qui, malgré une baisse notable des effectifs, ne sont pas à la hauteur. Le recours aux enseignant·es contractuel·les dans tous les départements est tout simplement inadmissible. Oui, l'école a besoin de plus d'enseignant·es, et ce besoin est exacerbé par la crise sanitaire, mais il faut des moyens pérennes et pas des contractuel·les jetables !

Notre département doit donc effectuer cette carte scolaire avec une dotation négative de moins 8 postes. Si nous ne pouvons contester une baisse notable des effectifs, nous réclamons des moyens pour améliorer les conditions de travail et d'accueil dans les écoles. Il faut absolument des effectifs bas dans toutes les classes, il faut des plus de maîtres que de classes dans toutes les écoles, non seulement pour pouvoir repenser les pratiques pédagogiques, mais aussi pour pouvoir faire face aux élèves à besoins éducatifs particuliers qui posent de réels difficultés et qui épuisent souvent les équipes.

Il faut que les RASED soient ré-abondés, il faut que les enseignant·es puissent bénéficier d'une vraie formation continue, et pour cela, il est nécessaire qu'une brigade de remplacement spéciale soit remise en place. Il faut que les directeur·rices aient toutes et tous une augmentation de leur temps de décharge ainsi que du personnel d'aide à la direction. A ce propos, nous regrettons la mise en place d'un groupe de réflexion sur la direction d'école en lieu et place de l'instance paritaire qu'est le CTSD. Pour la FSU-CGT, ces groupes de travail regroupent certes un échantillon censé être représentatif des directeurs et directrices du département, mais ils ont des contours flous, et contrairement à une instance légalement définie, avec des représentant·es élu·es porteur·euses de mandats, des procès verbaux, ces groupes de travail peuvent varier au gré des DASEN ou des ministres. Les membres qui y participent peuvent être nommé·es ou remercié·es à l'envi. A l'inverse, l'institution ne peut pas contrôler la parole des représentant·es des personnels, et c'est bien ce qui l'ennuie.

Pour en revenir à la carte scolaire dans les Deux-Sèvres, pour la FSU-CGT, notre département a besoin de 47 postes afin d'avoir des seuils qui ne dépassent jamais 25 élèves par classe dans toutes

les classes et 20 élèves en REP. Ajoutons à cela la mise en place des plus de maîtres que de classes en nombre important, des départs en formation permettant d'avoir des RASED complets, une formation continue pour tou·tes les enseignant·es, des moyens de décharge de direction supplémentaires pour tou·tes les directeur·rices ... le compte n'y est pas pour un gouvernement qui veut faire croire qu'il donne la priorité à l'école. La preuve, ce sont 68 écoles qui sont menacées de fermeture lors de cette première phase de carte scolaire.

Dans le même temps, le ministre économise pour la deuxième année consécutive des sommes considérables sur le budget de l'école. Cet argent représente l'équivalent de 4200 postes dans le primaire, ou d'une revalorisation conséquente pour les enseignant·es. Mais manifestement, améliorer le pouvoir d'achat des enseignant·es n'est pas une priorité.

Les conditions de travail et de rémunération de nos collègues AESH mériteraient plus encore d'être au centre des préoccupations de notre gouvernement. La mise en place des PIAL n'a fait que dégrader l'accompagnement des élèves avec une notification MDPH. Ces PIAL, derrière l'affichage d'une « optimisation » sont en fait un moyen à peine déguisé de faire des économies. Permettre une bonne intégration des élèves en situation de handicap nécessite des moyens à la hauteur des ambitions affichées, et pour le moment, le compte n'y est pas.

Nous aurions aimé pouvoir compter sur une véritable priorité au primaire cette année, nous aurions aimé pouvoir discuter des moyens supplémentaires accordés au service public d'éducation pour permettre à l'école de fonctionner dans de bonnes conditions en cette période de crise sanitaire ; malheureusement, avec 8 postes en moins, nous savons déjà que vous ne pourrez pas améliorer les conditions de travail et les conditions d'enseignement dans toutes les écoles du département.